

Questions orales

● (1420)

M. Hawkes: Je ne sais pas qui, parmi le personnel du ministre, lui donne les discours du chef de l'opposition, mais il y a dix jours, à Thunder Bay, le chef de l'opposition a exposé un programme énonçant six principes en 16 points précis, en vue de venir à bout une fois pour toutes au problème de la formation dans le pays, et énumérant toutes les mesures qui s'imposent. Il y a déjà dix jours de cela. Si le ministre lit les discours du chef de l'opposition, pourquoi n'a-t-il pas lu celui-là et n'a-t-il pas de réponse à nous donner à cet égard?

LES BESOINS DES CANADIENS DE L'OUEST

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, comme député d'Outremont, où la moyenne des revenus est élevée, le ministre pense-t-il savoir ce dont les Canadiens de l'Ouest ont besoin mieux que les députés conservateurs et néo-démocrates que ces gens-là ont élus comme représentants à la Chambre? Nous lui disons qu'il s'est trompé en ce qui a trait à l'énergie et au transport. Nous voulons un changement, et ce, dans les dix jours. Votre nouveau chef va-t-il nous aider à obtenir ce changement dans les dix jours?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous venons d'être témoins du plus bel exemple des paroles en l'air dont je parlais tout à l'heure. Je remercie le député de prouver que j'avais raison.

Je dois lui dire que, à titre de ministre des Finances, je parle au nom de tous les Canadiens, pas seulement de ceux d'une région donnée. Député depuis 12 ans, je sers tous les Canadiens, pas seulement une région ou une circonscription.

Je tiens à lui répéter que nous sommes passés aux actes au lieu de faire de belles promesses comme le chef de l'opposition. Au cours de la présente législature, nous avons fait adopter—tousjours en dépit de l'obstruction et de l'opposition des conservateurs—la nouvelle loi nationale sur la formation que toutes les provinces ont appuyée et qui est la mesure législative la plus au point dans ce domaine. Nous avons alloué plus de un milliard de dollars par année à ce secteur, montant sans précédent au Canada pour la formation des jeunes et des adultes et le recyclage des travailleurs.

De plus, nous accordons maintenant aux provinces 6 ou 7 milliards par année pour l'enseignement postsecondaire, plus qu'aucun gouvernement fédéral n'a jamais dépensé au Canada à ce titre. Ce sont là des engagements fermes du gouvernement pour aider les jeunes Canadiens à se préparer à faire face au reste du siècle et au XXI^e siècle.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE DES MESURES

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Premièrement, je veux exprimer toute ma sympathie à M. Pierre Elliott Turner, qui découvre aujourd'hui, en assistant aux travaux de la Chambre, les albatros qu'il devra traîner comme autant de boulets. En passant, je voudrais féliciter le ministre des Finances de ne pas avoir imité le vice-premier ministre, qui a misérablement traversé le parquet de la salle du congrès en se traînant les pieds, comme un crabe attiré par un poisson mort.

M. Rossi: Qu'est-ce qui vous est arrivé?

M. Crosbie: Inutile de me demander de me joindre à vous, je n'en ferai rien.

Quatre mois se sont écoulés depuis que le ministre a présenté son pitoyable budget du 15 février. D'après les chiffres les plus récents de Statistique Canada, le taux d'utilisation de notre capacité industrielle stagne autour de 71.7 p. 100, ce qui est inférieur de 10 points au taux d'avant la récession. Naturellement, il s'ensuit qu'aucun emploi n'est créé. Il y a actuellement 120,000 emplois de moins qu'au milieu de 1981. Le gouvernement prévoit-il intervenir immédiatement, ou bien devons-nous attendre encore, après avoir attendu en vain tout au long de cet ennuyeux congrès dont le résultat était prévu d'avance? Prendra-t-on immédiatement des mesures en vue de s'attaquer aux problèmes et d'amorcer enfin la reprise économique?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, les Canadiens viennent certes d'entendre la meilleure nouvelle de la journée, c'est-à-dire que le député de Saint-Jean-Ouest ne reviendra pas au sein du parti libéral qu'il a quitté il y a plusieurs années.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Où avez-vous fait vos débuts, Marc?

M. Lalonde: Le député n'a rien à craindre, il ne serait pas le bienvenu de toute façon. Il est très bien là où il est.

Je voudrais dire à mon honorable ami que nous prendrons effectivement aujourd'hui même des mesures qui aideront immédiatement l'économie du Canada. Dans environ 35 minutes, mon collègue le ministre d'État aux Finances présentera une motion des voies et moyens visant à proposer toutes les modifications à la loi de l'impôt sur le revenu qui ont déjà été étudiées par le comité parlementaire et qui réduiront considérablement le fardeau des petites et moyennes entreprises. J'invite l'opposition à faire en sorte que cette motion soit adoptée immédiatement. Ce serait faire preuve de collaboration en vue d'aider les chômeurs et de donner un bon coup de pouce à l'économie.

M. Crosbie: Premièrement, je voudrais dire que, bien sûr, j'étais en avance sur mon temps. Des centaines de milliers de Canadiens désertent le parti libéral au cours des prochaines semaines.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE PRENDRE DES MESURES POUR AIDER LES CHÔMEURS

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à l'ancien tory, le mousquetaire de Fulton. Le ministre était tory à l'époque où il était avantageux pour lui de l'être.

Les nouveaux investissements diminuent dans les usines, les immeubles à bureaux et le bâtiment. Les dépenses d'investissement accusent une baisse pour la troisième année d'affilée. Le nombre des mises en chantier décline. Les principaux indicateurs de la Banque de commerce canadienne impériale ont baissé deux mois de suite. La dernière fois que la chose s'est produite, c'est tout juste avant la crise économique de 1981-1982.